



SAINT-CYR-SUR-LOIRE

ARRÊTÉ N°2025-505

POLICE MUNICIPALE

OBJET : Réglementation du stationnement à l'occasion de travaux sis 12 rue Maurice Sarrail à SAINT-CYR-SUR-LOIRE.

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu le code de la route,

Vu la demande de : **CRETE COUVERTURE – 63 avenue du Danemarck – 37100 Tours**

Considérant que les travaux de restauration de façade nécessitent de réglementer le stationnement,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Pour la période du **lundi 28 avril 2025 au mercredi 28 mai 2025**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables :

Du Lundi 28 avril au mercredi 30 avril :

- ▶ Autorisation de stationner les véhicules de chantier au droit du n°12 rue Maurice Sarrail avec matérialisation par pose de panneaux **AK5 et K5a** en amont et aval du chantier,
- ▶ Interdiction de stationner pour les usagers au droit du n°12 rue Maurice Sarrail, par pose de panneaux B6a1,

Du jeudi 1^{er} mai au jeudi 15 mai :

- ▶ Autorisation de stationner les véhicules de chantier face au sis 12 rue Maurice Sarrail avec matérialisation par pose de panneaux **AK5 et K5a** en amont et aval du chantier,
- ▶ Interdiction de stationner pour les usagers face au n°12 rue Maurice Sarrail, par pose de panneaux B6a1,

Du vendredi 16 mai au mercredi 28 mai :

- ▶ Autorisation de stationner les véhicules de chantier au droit du n°12 rue Maurice Sarrail avec matérialisation par pose de panneaux **AK5 et K5a** en amont et aval du chantier,

- ▶ Interdiction de stationner pour les usagers au droit du n°12 rue Maurice Sarraill, par pose de panneaux B6a1,
- ▶ L'accès aux services et aux riverains sera maintenu,
- ▶ La chaussée et la voie seront laissées propres,

ARTICLE DEUXIEME :

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du chantier. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise. La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place **au moins 48 heures à l'avance** par le demandeur et sous son entière responsabilité.

ARTICLE TROISIEME :

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1^{er} pourront, sur ordre des Services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

ARTICLE QUATRIEME :

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Madame la Directrice interdépartementale de la Police Nationale d'Indre-et-Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Le responsable du poste de Police Nationale de Tours Nord,
- La responsable du service de Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Le service collecte Tours Plus,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à Saint-Cyr-sur-Loire, le quatorze avril deux mille vingt-cinq.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité
publique,



Fabrice BOIGARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Arrêté n°2025-505

ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE

16 AVR. 2025

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité, compte tenu de son affichage, de sa publication ou de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité
publique,



Fabrice BOIGARD

Arrêté n°2025-505